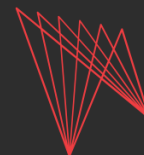




# L'influence de la Chine – pressions intérieures et conséquences régionales en Asie du Sud-Est



RÉDIGÉ PAR

**Irene Chan**

*Senior Research  
Program Manager,  
Singapore Office*

RÉVISÉ PAR

**Vina  
Nadjibulla**

*Vice-President  
Research & Strategy*

**Erin Williams**

*Director, Programs*

**Ted Fraser**

*Senior Editor, APF  
Canada*

RAPPORT SOMMAIRE

# L'influence de la Chine – pressions intérieures et conséquences régionales en Asie du Sud-Est

*Cette table ronde stratégique a eu lieu le 11 février 2026 à Singapour, sous l'égide de la Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada), en marge de la conférence Canada-en-Asie 2026.*

Le 11 février 2026, la FAP Canada a organisé une table ronde d'experts à Singapour, en marge de la conférence annuelle Canada-en-Asie. Intitulé China Unbound? Domestic Pressures and Regional Consequences (l'influence de la Chine – pressions intérieures et conséquences régionales), l'événement a porté sur la manière dont l'évolution de la situation en Chine façonne son engagement avec l'Asie du Sud-Est et la façon dont les gouvernements régionaux y répondent. La séance a réuni des représentants gouvernementaux, des universitaires régionaux et des experts de la politique pour un échange franc sur la trajectoire intérieure de la Chine et les conséquences régionales.

Les discussions ont surtout abordé l'interaction entre l'économie politique intérieure de la Chine et son comportement à l'extérieur, notamment en ce qui a trait à la question de savoir si la position récente de la Chine est le reflet d'une puissance croissante, d'une insécurité grandissante ou d'un ajustement aux pressions économiques montantes à l'intérieur du pays. Il a aussi été question de la manière dont les gouvernements d'Asie du Sud-Est réagissent à cette évolution tout en s'adaptant à la concurrence stratégique entre les États-Unis et la Chine.

Trois thèmes se sont dégagés au cours de l'échange. Premièrement, la position régionale de la Chine semble moins déterminée par une trajectoire unique d'expansion ou de déclin que par un ajustement constant aux pressions

intérieures. Deuxièmement, les États d'Asie du Sud-Est gèrent l'influence croissante de la Chine par la diversification et l'autonomie stratégique plutôt que par l'alignement exclusif. Troisièmement, les tensions régionales sont plus susceptibles de s'accumuler progressivement que de se manifester par une rupture décisive. L'ensemble de ces dynamiques témoigne d'un environnement régional fluide dans lequel coexistent la concurrence, la couverture et la coopération.



## Pressions intérieures et ajustements extérieurs

La discussion a commencé par un constat commun : les contraintes intérieures de la Chine façonnent de plus en plus sa politique en matière d'affaires étrangères. Le déclin démographique, la faiblesse du secteur immobilier et l'augmentation de la dette des collectivités locales ont été présentés à plusieurs reprises comme des pressions structurelles qui pèseront sur la croissance au cours de la prochaine décennie.

Un participant a indiqué que les engagements des gouvernements locaux peuvent dépasser ce qui est visible à l'échelle centrale, en accord avec l'utilisation répandue de dispositifs financiers extrabudgétaires et d'autres canaux d'emprunt locaux. Les dépenses liées à la pandémie et la récession immobilière qui s'en est suivie ont mis à rude épreuve les systèmes financiers locaux, révélant des vulnérabilités plus profondes dans les finances publiques municipales et provinciales.

Des tensions au sein des segments du système financier ont également été mises en évidence. Les difficultés rencontrées par les petites banques et sociétés fiduciaires, dont quelques [faillites récentes](#), illustrent des tensions constantes dans certaines parties du système de crédit. Cette situation n'est pas considérée comme une preuve de

l'imminence d'une crise systémique, mais elle souligne les limites dans lesquelles les décideurs politiques opèrent.

Une question connexe consiste à savoir si une réforme économique significative reste politiquement réalisable dans les conditions actuelles. Certains participants ont affirmé que la réforme structurelle nécessiterait en fin de compte un changement politique, mais que Beijing n'a montré que peu d'intérêt envers une telle réforme ou un tel changement. Les réponses politiques risquent donc de rester graduelles plutôt que transformatrices.

Le modèle de croissance récent de la Chine a été un autre élément de discussion. Les performances à l'exportation ont joué un rôle inhabituellement important dans le soutien de l'expansion économique. Les [estimations disponibles](#) indiquent que les exportations nettes ont représenté plus de deux tiers de la croissance du PIB en 2024-2025, soit la contribution la plus élevée depuis des décennies. La faiblesse de la consommation intérieure, conjuguée à la vigueur de la production industrielle, a renforcé l'orientation économique vis-à-vis de l'étranger. Parallèlement, Beijing conserve d'importantes ressources financières et capacités sur le plan administratif. De ce point de vue, l'ajustement financier nécessiterait probablement une restructuration de la dette et une consolidation progressive plutôt qu'une perturbation systémique.

Ces pressions internes façonnent également la stratégie économique extérieure de la Chine. La Conférence centrale d'avril 2025 sur les travaux liés aux pays voisins, la première réunion de ce type depuis 2013, a été citée comme une preuve de [l'attention stratégique renouvelée](#) accordée à la périphérie régionale de la Chine. L'évolution de la terminologie employée, de « travail diplomatique périphérique » à « travail périphérique », révèle un cadre politique plus intégré combinant des instruments économiques, politiques et de sécurité.

Le déplacement [croissant des investissements manufacturiers chinois](#) vers le Vietnam, la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie illustre cet ajustement vers l'extérieur. Les gouvernements provinciaux et les instituts de recherche semblent soutenir les entreprises qui délocalisent leur production sur ces marchés. Les véhicules électriques et les produits manufacturés chinois ont simultanément étendu leur présence sur les marchés d'Asie du Sud-Est alors que l'accès aux marchés américains et européens se rétrécissait. Ces tendances soulèvent des questions quant à la durabilité de l'expansion économique de la Chine vers l'extérieur. La poursuite d'une croissance axée sur les exportations pourrait intensifier la pression exercée par la surcapacité industrielle dans des secteurs comme l'acier, les panneaux solaires et les véhicules électriques. Des enquêtes anti-représailles lancées par plusieurs gouvernements d'Asie du Sud-Est, comme la [Malaisie](#), [l'Indonésie](#) et le [Vietnam](#), signalent l'émergence de tensions.

Entre-temps, les entreprises chinoises présentes dans la région s'adaptent également aux conditions locales. Le recours à la main-d'œuvre nationale, les coentreprises avec des partenaires locaux et l'attention portée aux cadres réglementaires sont devenus plus fréquents. Ces ajustements sont le fruit d'un processus d'adaptation plutôt qu'un simple déplacement du marché.

La relation entre les contraintes financières nationales et l'expansion extérieure reste donc incertaine. Les pressions économiques pourraient encourager la poursuite de l'expansion sur les marchés extérieurs, mais le resserrement des conditions financières à l'intérieur

du pays pourrait également limiter les investissements à l'étranger.

## Asie du Sud-Est : influence sans alignement

L'empreinte économique croissante de la Chine en Asie du Sud-Est ne s'est pas traduite par une influence politique directe, une lacune qui en dit autant sur les préférences régionales que sur les ambitions de Beijing. Les [résultats d'enquête](#) mentionnés au cours de la conférence indiquent que les élites régionales considèrent largement la Chine comme l'acteur extérieur le plus influent en Asie du Sud-Est, en particulier sur le plan économique. Simultanément, l'ANASE demeure l'institution à laquelle les élites régionales s'identifient le plus fortement.

Ce contexte révèle que le poids économique de la Chine ne se traduit pas automatiquement par un leadership politique régional. Les normes politiques et les modèles de gouvernance chinois n'ont qu'une résonance limitée en Asie du Sud-Est, ce qui restreint structurellement la capacité de Beijing à façonner l'ordre régional. La reconnaissance de l'importance économique de la Chine coexiste donc avec les efforts déployés par les gouvernements d'Asie du Sud-Est pour préserver leur autonomie stratégique. Le rôle central joué par l'ANASE demeure un principe organisationnel essentiel et les États de la région continuent de diversifier leurs partenariats extérieurs plutôt que de consolider leurs relations avec une seule puissance.

Les différends maritimes, les questions de souveraineté et les contraintes politiques nationales déterminent les limites de l'alignement. Le ressentiment anti-chinois en [Indonésie](#) et en [Malaisie](#), les controverses en matière d'environnement et de travail liées aux projets d'investissement chinois, et [les réseaux criminels touchant des acteurs chinois](#) dans certaines parties de l'Asie du Sud-Est ont été reconnus comme des sources récurrentes de sensibilité politique. Malgré cela, Beijing semble conscient des limites. Les [remarques](#) du ministre des Affaires étrangères Wang Yi, qui a minimisé les différends maritimes en tant que question déterminante

dans les relations Chine-ANASE, ont été interprétées par les participants comme une reconnaissance tacite du fait que l'affirmation de la sécurité entraîne des coûts diplomatiques.

Là où l'influence diplomatique et politique s'est heurtée à une résistance, l'engagement sécuritaire de la Chine dans la région s'est développé pour combler certaines lacunes. Les exercices militaires avec les partenaires d'Asie du Sud-Est sont devenus plus fréquents et la Chine est devenue un fournisseur d'armes pour les pays confrontés à des restrictions sur les achats occidentaux. Une autre évolution est la présence croissante des [Sociétés de sécurité privées chinoises](#). À la suite de la législation adoptée au Myanmar au début de l'année 2025, les sociétés de sécurité privées chinoises ont été autorisées à opérer dans des installations comme le port de Kyaukphyu. Le personnel de ces entreprises possède souvent une expérience en matière de sécurité ou de renseignements, en accord avec les tendances déjà observées dans d'autres régions où les investissements chinois dans les infrastructures se sont développés.

## Risques pour la sécurité et espace stratégique

Lorsque la discussion a porté sur Taïwan et les relations entre le Japon et la Chine, les participants sont revenus à plusieurs reprises sur la question plus générale de savoir si les tensions régionales approchent d'un point de rupture ou si elles sont plus susceptibles d'évoluer sous l'effet d'une pression soutenue et d'une escalade progressive.

Sur la question de Taïwan, les analyses divergent. L'un des participants estime qu'un conflit à court terme reste moins probable que ce qu'on laisse souvent entendre. Plusieurs contraintes ont été mises en évidence, notamment la dynamique de la politique intérieure de

Taïwan, l'interdépendance économique continue de part et d'autre du détroit de Taïwan et les risques sur le plan réputationnel pour les dirigeants chinois liés à l'échec éventuel d'une opération militaire. Les [résultats d'une enquête](#) menée en Chine, qui indiquent un soutien très limité de l'opinion publique à l'utilisation de la force, consolident cette perception. Dans l'ensemble, ces facteurs indiquent que Beijing reste incitée à éviter un conflit pur et simple.



Une deuxième interprétation se concentre moins sur les scénarios d'invasion et davantage sur l'escalade graduelle. Des exercices militaires de plus en plus nombreux, des rencontres de plus en plus étroites entre les forces navales et aériennes, des pressions cybernétiques et une coercition économique ou maritime soutenue pourraient intensifier les tensions sans franchir le seuil de la guerre. Dans ce scénario, l'instabilité naît de pressions cumulées et d'erreurs d'appréciation plutôt que du déclenchement délibéré d'un conflit.

Les relations entre le Japon et la Chine ont également été au centre des discussions. Les participants ont fait remarquer que les tensions entre le Japon et la Chine ne peuvent pas être évaluées indépendamment de Taïwan. C'est précisément l'exposition de Tokyo à toute éventualité concernant Taïwan qui a donné du poids aux [remarques](#) de la première ministre du Japon Sanae Takaichi. Le fait qu'elle ait qualifié la sécurité de Taïwan d'enjeu existentiel pour la sécurité nationale japonaise a suscité une vive réaction de la part de Beijing, notamment des mesures commerciales et une déclaration largement diffusée d'un fonctionnaire consulaire chinois à Osaka. Tokyo a depuis évité toute nouvelle escalade, laissant le rythme d'une éventuelle stabilisation dépendre en grande partie des prochaines mesures prises par Beijing. La mémoire historique continue de façonner cette relation. Les récits concernant l'agression japonaise en temps de guerre restent ancrés dans la légitimité interne du parti

communiste chinois, ce qui limite la marge de manœuvre de Beijing en matière de compromis diplomatique, même lorsqu'il existe des incitations pratiques à la stabilisation.

Les participants ont évoqué le [consensus en quatre points de 2014](#) entre le premier ministre japonais Shinzo Abe et le président chinois Xi Jinping à la suite de la crise des Senkaku/Diaoyu comme un précédent de stabilisation partielle. Cet accord a permis d'apaiser les tensions sans résoudre le différend sous-jacent ni mettre fin aux activités de patrouille de la Chine autour des îles. Un autre axe de discussion a porté sur le rôle potentiel des États-Unis dans la gestion des tensions. Un participant a proposé qu'une source possible d'évolution dans l'impasse entre le Japon et la Chine puisse provenir de l'extérieur des relations bilatérales elles-mêmes. La volonté du président des É.-U. Donald Trump d'engager Xi Jinping directement en dehors des canaux diplomatiques conventionnels a été citée comme une voie potentielle vers la désescalade, en particulier compte tenu des attentes selon lesquelles Xi pourrait visiter les États-Unis plus tard en 2026.

Tout au long de la discussion, l'analyse dominante a été que l'instabilité régionale, si elle émerge, est plus susceptible de se développer à travers une pression accumulée et des crises épisodiques qu'à travers un seul événement décisif.

## Répercussions pour le Canada

La discussion s'est terminée par des réflexions sur ce que ces dynamiques pourraient signifier pour l'engagement du Canada en Asie du Sud-Est. Les partenaires régionaux continuent de manifester leur intérêt envers des partenariats extérieurs diversifiés, et le Canada est généralement considéré comme une présence constructive en dehors des pressions d'alignement de la rivalité entre grandes puissances. Cette perception crée un espace d'engagement fondé sur la coopération économique, des partenariats institutionnels et le dialogue politique.

La demande de commerce et d'investissements canadiens reste forte dans certaines parties de la région, bien que les participants aient noté un écart persistant

entre cette demande et les conditions réglementaires généralement exigées par les investisseurs occidentaux. Dans la pratique, cela reflète davantage les contraintes d'investissement et les normes de gouvernance que la résistance politique. Les normes canadiennes en matière d'environnement et d'impact sur la collectivité ont été reconnues comme un avantage comparatif potentiel dans ce contexte. Si ces normes ont parfois suscité des frictions dans le passé, elles pourraient avoir un poids croissant dans un environnement régional où certains projets d'exploitation minière et d'infrastructure liés à la Chine ont suscité des inquiétudes quant à leurs répercussions environnementales et sociales.

Le Canada ne joue pas un rôle de premier plan en matière de sécurité dans la région, mais l'environnement stratégique plus large façonne néanmoins le contexte de son engagement. L'évolution de la situation à Taïwan, les différends maritimes en mer de Chine méridionale et les ajustements du dispositif des forces américaines au Japon, en Corée et aux Philippines sont autant d'éléments qui influencent la perception des risques et les choix politiques dans la région. Dans ce contexte, la coopération axée sur l'ANASE, les partenariats de recherche et le dialogue politique soutenu ont été considérés comme des moyens pratiques pour l'engagement du Canada.



